

Emploi : comment les spécificités du marché du travail français empêchent le pays de suivre le mouvement de reprise que connaît actuellement la zone euro



Ce mardi, Eurostat a publié les derniers chiffres de l'emploi de la zone euro et de l'UE28 pour le deuxième trimestre de cette année. Alors que le mouvement de hausse générale se poursuit, les résultats de la France placent le pays dans les dernières marches du classement. Une situation qui s'explique principalement par la nature du marché du travail français.

Avec Eric Heyer

**Atlantico : Sur un an, l'emploi a augmenté de 1,4% dans la zone euro et de 1,5% dans l'UE28, portant le nombre de personnes ayant un emploi à 232,1 millions, soit le "niveau le plus haut jamais enregistré" selon Eurostat. La France fait partie des pays en queue de peloton avec une hausse de l'emploi de seulement 0,7% sur la même période. Comment expliquer cette faible performance française au regard de la situation à l'échelle européenne ?**

**Eric Heyer :** Il est toujours délicat de considérer qu'une seule année car pour vraiment mesurer les variations relatives à l'emploi, il convient de regarder ce qui se passe sur un cycle entier. **Ce qui caractérise le marché du travail en France, c'est sa relative stabilité par rapport aux autres pays**, et notamment l'Espagne. Si l'on compare ces deux pays, on remarque que dans les premiers temps de la crise, l'économie espagnole a perdu plus de 3 millions d'emplois en deux ans, quand la France en a perdu environ 200 000. Il y a donc eu une destruction d'emplois massive en Espagne, avec un chômage qui est passé de 8% à plus de 25% sur la même période. A l'inverse, **l'économie française n'a pas détruit massivement des emplois, tandis que le taux de chômage – bien qu'il augmente certes – est passé de 7 à 9%**. Si l'on ne considère pas ces éléments, il est évident que l'on fait une **mauvaise interprétation de la situation actuelle**.

Aujourd'hui, l'Espagne recrée des emplois mais globalement, le pays reste à 2,5 millions d'emplois détruits par rapport au niveau d'avant-crise ; **en France, les niveaux d'emploi sont comparables à ceux d'avant-crise. Nous avons effectivement des difficultés à recréer de l'emploi, mais nous en avons beaucoup moins détruit**. Les mauvaises performances actuelles de la France tiennent au fait que nous avons de meilleures performances avant. Dans ces conditions, nous ne pouvons pas considérer que la France est en queue de peloton : le taux de chômage français est au niveau du taux de chômage européen. Des pays comme l'Espagne et l'Italie sont au-dessus de nous, d'autres en dessous à l'instar de l'Allemagne : la France est donc un élève moyen.

**Notre marché du travail étant un marché protecteur, nous traversons donc mieux traverser les crises. Mais la contrepartie de cela, c'est que ce marché repart moins vite.**

**A lire également sur notre site : [Mobilisation pour Alstom : ces 60 000 PME-TPE qui risquent de fermer dans les mois qui viennent et pour lesquelles le gouvernement \(ni personne\) ne fait rien](#)**

---

**Régulièrement, l'hypothèse d'une France qui absorberait mieux les chocs que ses partenaires permettrait d'expliquer que la France repartirait également avec un certain retard. Pourtant, au cours de la reprise constatée en 2010-2011, la France faisait figure de bon élève au sein de la zone euro. Dès lors, quelles ont été les erreurs commises au cours de ces dernières années pouvant expliquer cette contre-performance française ?**

Si l'on fait un historique de la crise économique, nous avons pu observer une chute en 2008, synchrone dans tous les pays. Mi-2009, un rebond a pu être constaté. Au premier trimestre 2011, le PIB de la France est revenu à son niveau d'avant-crise, comme cela fut le cas en Allemagne et aux Etats-Unis, les trois seuls pays développés dans cette situation. Mais **à partir de 2011, on a pu constater une cassure en France**, mais aussi en Allemagne, et surtout en Espagne et en Italie ; en fait, plus généralement, **cette cassure est survenue en zone euro**. Ce qui est très frappant, c'est que cette dernière est la seule au monde à avoir connu ce que l'on appelle un "**double dipp**", c'est-à-dire une première baisse en 2008, puis un rebond en 2009, avant de connaître une deuxième baisse à partir de 2011. Dans les autres pays comme aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, etc. , la croissance s'est accélérée progressivement, sans deuxième chute.

Voici l'explication que j'apporterais pour expliquer ce phénomène de "**double dipp**" en France et dans toute la zone euro : jusqu'en 2011, les politiques menées dans les pays développés étaient à peu près similaires. Il s'agissait alors de politiques budgétaires expansionnistes, avec des politiques monétaires qui les accompagnaient. **A partir de 2011, la zone euro s'est distinguée de cette tendance avec des politiques budgétaires d'austérité**, sous prétexte qu'il n'était pas possible de rester avec de tels niveaux de déficit. Or en 2011, les déficits en zone euro étaient plus faibles qu'ils ne l'étaient aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Ceci fut l'une des plus grosses erreurs de politique économique commise. A partir de ce moment-là, la croissance a été cassée un peu partout en Europe, avec des niveaux plus ou moins élevés suivant les pays : l'Espagne et l'Italie sont entrés à nouveau en récession, quand la France l'évitait de justesse, tandis que l'Allemagne parvenait à 1%.

Nous nous sommes lancés dans une telle politique car en zone euro, **nous ne disposons pas d'une Banque centrale – comme dans les autres pays – qui peut jouer son rôle de prêteur en dernier ressort.**

**Au-delà des mesures mises en place par les différents gouvernements, quelles sont les spécificités structurelles françaises qui peuvent expliquer un tel décalage ? L'économie française est-elle inadaptée à la nature de la reprise actuelle ?**

Structurellement, le marché du travail en France a deux singularités qui peuvent être des forces et des "faiblesses" si je puis dire. La première de ces singularités réside dans le fait que **la France a une démographie très importante**: nous sommes les champions d'Europe et des pays développés. Globalement donc, la population active en France est plus dynamique que dans d'autres pays : **il y a plus de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année que de seniors qui partent à la retraite**. La seconde singularité, c'est que **la productivité d'un travail français est très élevée** si l'on considère le niveau de productivité par heure ou par tête avec celui d'autres pays : nous sommes le deuxième pays le plus productif, derrière les Etats-Unis et avant l'Allemagne. De même, **la progression de cette productivité est, elle aussi, un peu plus importante qu'ailleurs.**

**Sur le long terme, ces deux singularités constituent un atout car elles constituent les éléments favorables à la croissance de demain.** Néanmoins, **à court terme, avoir une productivité qui progresse de façon dynamique signifie qu'il nous faut davantage de croissance qu'ailleurs pour commencer à créer des emplois.** Le seuil de croissance économique qui permet de déclencher la création d'emplois dans le secteur privé est plus élevé en France que dans les autres pays. Et par ailleurs, nous devons créer plus d'emplois qu'ailleurs pour stabiliser le chômage parce que nous avons une population active plus dynamique. Dans ces conditions, on comprend donc pourquoi il nous faut plus de croissance pour faire baisser le chômage. Si l'on compare la situation avec l'Italie, à partir de 0,2-0,3% de croissance économique, le pays parvient à stabiliser son chômage. **Dans le cas de la France, ce seuil se situe davantage aux alentours de 1,3%.**

*Propos recueillis par Thomas Sila*